

SUR LE CAPITAL HUMAIN

L'éditorial d'Hugues de Jouvenel

Alors que la crise financière, partie des États-Unis, se propage en Europe et plus globalement dans le reste du monde, entraînant désormais l'économie réelle dans un marasme dont l'issue est plus qu'incertaine, deux observations me paraissent s'imposer.

La première pour souligner que ses répercussions sur le système productif seront sans doute d'autant plus violentes que l'on a, en France, longtemps résisté (par aveuglement ou inconscience) à en opérer la modernisation, pourtant indispensable. Ainsi la crise entraîne-t-elle de manière brutale des restructurations qui auraient dû et pu être menées de manière plus progressive et concertée si l'on s'y était pris à temps. Mais, il faut le reconnaître, elle joue aussi un rôle de bouc émissaire bien commode pour les dirigeants.

La deuxième observation concerne plus spécifiquement les impacts de la crise sur l'emploi, ceux-ci étant également d'autant plus forts que nous avons laissé durablement s'installer, en France, de graves dysfonctionnements sur le marché du travail. Et c'est plus spécifiquement à cette question que je voudrais ce mois-ci consacrer mon éditorial, en faisant d'abord deux remarques.

La première est destinée à dénoncer, une fois de plus, la grave erreur

*commise par ceux qui, se fiant à une lecture trop hâtive de l'évolution démographique, prévoient un retournement majeur de l'évolution des effectifs de population active en France à partir de 2006. Ceux-là pensaient — comme d'ailleurs le révélaient alors les projections de l'INSEE¹ — qu'à partir de cette date, le nombre de sortants du marché du travail deviendrait supérieur au nombre d'entrants, que la population active irait donc en déclinant. Nous avons souvent signalé cette méprise dans la revue *Futuribles*, tout simplement en faisant valoir que le taux d'emploi en France demeurerait très bas (donc que la population d'âge actif activable était importante), qu'en outre la principale solution au problème des retraites résidait dans l'allongement de la durée d'activité.*

*La seconde remarque est plus audacieuse et je l'avance en forme d'interrogation. Une thèse dominante consiste à dire que la croissance économique entraîne l'emploi. C'est certainement en partie vrai et, là encore, nous avons souvent dénoncé dans *Futuribles* le fait que, après une phase de rattrapage, l'écart de produit intérieur brut par habitant entre la France (et l'Union européenne) et les États-Unis, s'était depuis les années 1990 à nouveau creusé², la*

1. Institut national de la statistique et des études économiques.

2. Voir le dossier « Productivité, croissance et emploi » dans *Futuribles*, n° 299, juillet-août 2004.

question étant alors de savoir si cela était imputable à une moindre productivité horaire du travail ou à une moindre augmentation de la population active occupée. J'ai tendance à penser que ce deuxième facteur a joué un rôle majeur et que si la croissance économique entraîne l'emploi, l'inverse est également vrai. Mais si cette assertion est juste, alors une des questions principales est assurément de savoir comment nous pouvons « activer » la population d'âge actif : quels sont les facteurs qui y font obstacle ?

Comme le rappelle dans ce numéro Florence Lefresne, la réponse des économistes néolibéraux est connue : « l'ampleur du chômage [et, ajouterai-je, du sous-emploi] résulte d'entraves au libre fonctionnement du marché du travail », et les rigidités incriminées résident dans « l'existence et le niveau relatif du salaire minimum, le degré de réglementation de l'emploi, le mode de négociation des salaires, le niveau d'indemnisation du chômage et le degré d'activation des politiques de l'emploi » (p. 8). À l'issue de la critique qu'elle nous livre de cette thèse, à la lumière notamment des travaux du Fonds monétaire international, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, et de la Commission européenne, sa réflexion se concentre sur ce qui, aujourd'hui, nous est donc présenté comme le remède miracle : la flexibilité.

Sur ce thème majeur, en s'appuyant cette fois sur le Royaume-Uni et le Danemark qui sont souvent considérés comme exemplaires, Florence Lefresne nous montre les vertus et limites des mesures adoptées en ce sens, en soulignant fort à propos que non la flexibilité, mais la flexisécurité impose, non seulement

de lever les obstacles au « libre fonctionnement » du marché du travail, mais de mettre en œuvre toute une politique économique et sociale permettant notamment d'allier une forte mobilité des travailleurs, un effort continu de formation et de protection sociale, une politique vraiment active de l'emploi, en même temps que des adaptations permanentes de l'appareil productif.

À cet égard, souligne-t-elle, les marchés de l'emploi dans l'Union européenne suivent des trajectoires très différentes et, si le marché unique ne s'accompagne pas d'une politique sociale concertée, le risque est grand de voir se développer un dangereux phénomène de dumping social. Tout en souscrivant assez largement à son analyse, qui rejoint celle du rapport Vigie 2008 de *Futuribles International*, sur « la main-d'œuvre mondiale à l'horizon 2030 » (voir p. 54), je terminerai par une remarque, à mes yeux, essentielle.

Si, en effet, les effectifs de population d'âge actif en France ne fléchissent pas, en revanche il me paraît évident que les aspirations et, surtout, les compétences au sens le plus large du terme de cette population ne sont pas adaptées aux besoins de notre époque. Sa faible propension à entreprendre, à innover, à créer de la richesse, qui constitue un vrai problème, est en outre sérieusement entravée par un « système » fort peu favorable au jaillissement et au développement d'initiatives novatrices. Comme le rappelle le nouveau prix Nobel d'économie Paul Krugman, l'Union européenne n'enregistre pas tant un retard d'inspiration qu'un retard de transpiration. Mais encore faudrait-il que le climat soit moins frileux, le contexte plus stimulant. ■